



Rapport de gestion

Premier trimestre de 2009 comparé
au premier trimestre de 2008

TABLE DES MATIÈRES

Section	Page	Section	Page
1 Faits saillants du premier trimestre de 2009	2	8 Liquidités et ressources financières	19
2 Mise en garde relative aux énoncés prospectifs	3	9 Conventions comptables et modifications	25
3 L'entreprise	4	10 Risques et incertitudes	27
4 Performance financière globale	5	11 Informations trimestrielles	28
5 Détail de l'état des résultats	6	12 Contrôles et procédures	28
6 Carnet de commandes	9	13 Informations supplémentaires	28
7 Résultats d'exploitation par secteur d'activité	12		

Le 7 mai 2009

Toute l'information financière est présentée en dollars canadiens à moins d'indication contraire.

1 – FAITS SAILLANTS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2009

HAUSSE DU BÉNÉFICE NET

- Le bénéfice net s'est établi à 77,5 millions \$ (0,51 \$ par action après dilution) au premier trimestre de 2009, contre 70,8 millions \$ (0,47 \$ par action après dilution) au premier trimestre de 2008, principalement en raison des apports plus élevés provenant des secteurs Infrastructures et environnement, Mines et métallurgie, et Investissements – concessions d'infrastructure, partiellement contrebalancés par une perte dans le secteur Produits chimiques et pétrole.

BAISSE DES REVENUS

- Les revenus ont été de 1,6 milliard \$ au premier trimestre de 2009, contre 1,8 milliard \$ pour la période correspondante de 2008, reflétant principalement la diminution des activités de la catégorie Ensembles, partiellement compensée par des revenus accrus dans les catégories Services, et Exploitation et entretien.

SITUATION FINANCIÈRE SOLIDE

- Le bilan de la Société demeure solide, avec une trésorerie et des équivalents de trésorerie de 872,3 millions \$ au 31 mars 2009.

CARNET DE COMMANDES QUI DEMEURE SOLIDE

- Le carnet de commandes pour les quatre catégories de revenus de la Société (Services, Ensembles, Exploitation et entretien, et Investissements – concessions d'infrastructure) totalisait 9,0 milliards \$ à la fin de mars 2009, comparativement à 9,6 milliards \$ à la fin de décembre 2008 et à 10,0 milliards \$ à la fin de mars 2008.
- Le carnet de commandes de la Société est demeuré solide, le carnet de la catégorie Services, dont le ratio de marge brute est le plus élevé comparativement à ceux des catégories Ensembles, et Exploitation et entretien, s'est élevé à 1,5 milliard \$ à la fin de mars 2009, un niveau comparable à celui du 31 décembre 2008 et à celui du 31 mars 2008.

RENDEMENT DE L'AVOIR MOYEN DES ACTIONNAIRES (« RAMA ») SUBSTANTIEL

- Le RAMA a été de 28,2 % pour la période de 12 mois terminée le 31 mars 2009, comparativement à 25,8 % pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce rendement étant nettement supérieur à l'objectif de rendement de la Société, qui consiste à dépasser de 600 points de base le rendement des obligations à long terme du Canada pour la période, pour un total de 9,9 %.

Le rapport de gestion a pour but de permettre au lecteur de mieux comprendre les activités de la Société, sa stratégie d'affaires et sa performance, ses attentes à l'endroit de l'avenir et sa façon de gérer les risques et les ressources financières. Il vise également à améliorer la compréhension des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et de leurs notes afférentes et devrait, à cette fin, être lu conjointement avec ces documents et avec le rapport annuel de l'exercice terminé le 31 décembre 2008. Dans le présent rapport de gestion, le terme « Société » ou le terme « SNC-Lavalin » désigne, selon le contexte, le Groupe SNC-Lavalin inc. et toutes ou certaines de ses filiales ou coentreprises, ou le Groupe SNC-Lavalin inc. ou l'une ou plusieurs de ses filiales ou coentreprises.

2 – MISE EN GARDE RELATIVE AUX ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Les énoncés contenus dans le présent rapport de gestion faisant état des objectifs, des projections, des estimations, des attentes et des prévisions de la Société ou de la direction pour l'avenir peuvent être des « énoncés prospectifs » et peuvent être signalés par l'utilisation de verbes tels que « anticiper », « s'attendre à », « croire », « espérer », « estimer », « évaluer », « planifier », « pouvoir », « présumer », « prévoir » ou « projeter », ainsi que par l'emploi du conditionnel ou du futur, que la tournure soit négative ou positive et quelle que soit la variante utilisée. La Société tient à rappeler que ces énoncés prospectifs, de par leur nature même, comportent des risques et des incertitudes, et que les actions et/ou les résultats réels de la Société pourraient différer substantiellement de ceux contenus explicitement ou implicitement dans de tels énoncés prospectifs, ou pourraient avoir une incidence sur le degré avec lequel une projection particulière se réalisera. Pour plus d'information sur les risques et incertitudes et sur les hypothèses qui feraient en sorte que les résultats réels de la Société diffèrent des attentes actuelles, se reporter respectivement à la section « Risques et incertitudes » et à la section « Comment nous établissons le budget et nos prévisions à l'égard des résultats et sur quoi nous fondons les directives financières que nous donnons » du rapport annuel de la Société, sous la section « Rapport de gestion ». À moins d'indication contraire, les énoncés prospectifs contenus dans le présent document reflètent les attentes de la Société en date de ce dernier et sont sujets à changement après cette date.

3 – NOTRE ENTREPRISE

La Société fournit du savoir-faire dans les domaines de l'ingénierie, de la gestion de projets et de la construction, de la construction, et de l'exploitation et entretien par l'entremise de son réseau de bureaux situés dans tout le Canada et dans plus de 35 autres pays, et travaille actuellement dans une centaine de pays.

De plus, SNC-Lavalin investit de façon sélective dans des concessions d'infrastructure, investissements complémentaires à ses autres activités, pour lesquelles son savoir-faire technique et son savoir-faire en ingénierie, gestion de projets et de la construction, construction, et exploitation et entretien, ainsi que son expérience du montage financier de projets, lui confèrent un avantage distinctif.

3.1 – COMMENT NOUS ANALYSONS ET PRÉSENTONS NOS RÉSULTATS

SNC-Lavalin présente ses résultats, d'après l'analyse de ses contrats, par **catégorie d'activité** et par **secteur d'activité**. Elle tire ses revenus de quatre catégories d'activité : **Services**, **Ensembles**, **Exploitation et entretien**, et **Investissements – concessions d'infrastructure**. Les catégories d'activité Services et Ensembles se rapportent aux activités d'ingénierie et de construction et sont présentées de la façon dont est évaluée la performance de la direction, en regroupant les projets exécutés en fonction du type d'industrie, comme suit : **Infrastructures et environnement**, **Produits chimiques et pétrole**, **Énergie**, **Mines et métallurgie**, et **Autres secteurs**. Les secteurs d'activité **Exploitation et entretien**, et **Investissements – concessions d'infrastructure** correspondent aux catégories d'activité du même nom.

3.2 – MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES PCGR

La Société a principalement recours à des mesures conformes aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada pour analyser sa performance et sa situation financière. En complément de son analyse, elle utilise certaines mesures qui n'ont pas de définition normalisée prescrite par les PCGR du Canada et qui, par conséquent, se prêtent difficilement à une comparaison avec des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. La direction estime que ces indicateurs fournissent néanmoins une information utile car ils permettent d'évaluer la performance de la Société

et de ses composantes à divers égards, comme la rentabilité et la situation financière passées, présentes et prévues. Ces mesures financières non définies par les PCGR comprennent le carnet de commandes, la position de trésorerie nette, les liquidités discrétionnaires et le rendement de l'avoir moyen des actionnaires (« RAMA ») de la Société. Une définition de toutes les mesures non définies par les PCGR est fournie, au besoin, dans le présent document afin de permettre au lecteur de mieux comprendre les indicateurs utilisés par la direction et, selon le cas, la Société présente un rapprochement quantitatif clair des mesures financières non définies par les PCGR et de la mesure la plus directement comparable calculée conformément aux PCGR. Ainsi, un rapprochement de la position de trésorerie nette de la Société et des mesures conformes aux PCGR est présenté à la section 8.1.1 du présent document.

4 – PERFORMANCE FINANCIÈRE GLOBALE

PREMIER TRIMESTRE TERMINÉ LE 31 MARS
(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, À MOINS D'INDICATION CONTRAIRE)

	2009	2008
Bénéfice net	77,5 \$	70,8 \$
Bénéfice par action (\$)		
De base	0,51 \$	0,47 \$
Dilué	0,51 \$	0,47 \$
Dividende déclaré par action (\$)	0,15 \$	0,12 \$

4.1 – BÉNÉFICE NET

Le bénéfice net s'est établi à 77,5 millions \$ (0,51 \$ par action après dilution) au premier trimestre de 2009, contre 70,8 millions \$ (0,47 \$ par action après dilution) pour le premier trimestre de 2008, principalement en raison des apports plus élevés provenant des secteurs Infrastructures et environnement, Mines et métallurgie, et Investissements – concessions d'infrastructure, partiellement contrebalancés par une perte dans le secteur Produits chimiques et pétrole.

SNC-Lavalin maintient ses perspectives à l'égard d'une croissance de la rentabilité, en 2009, à un niveau équivalent à son objectif financier à long terme d'entre 7 % et 12 % de croissance du bénéfice net annuel. La Société demeure toutefois prudente puisque la conjoncture économique mondiale est difficile à prévoir.

5 – DÉTAIL DE L'ÉTAT DES RÉSULTATS

PREMIER TRIMESTRE TERMINÉ LE 31 MARS
(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)

	2009	2008
Revenus par activité :		
Services	559,8 \$	477,5 \$
Ensembles	566,8	863,7
Exploitation et entretien	409,4	355,5
Investissements – concessions d'infrastructure	89,7	78,4
	1 625,7 \$	1 775,1 \$
Marge brute	267,8 \$	240,7 \$
Frais de vente, généraux et administratifs	137,0	120,3
Intérêts et taxes sur le capital	26,6	25,2
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	104,2	95,2
Impôts sur les bénéfices	24,7	23,0
Part des actionnaires sans contrôle	2,0	1,4
Bénéfice net	77,5 \$	70,8 \$

5.1 – ANALYSE DES REVENUS

Les revenus du premier trimestre de 2009 ont été de 1 625,7 million \$, comparativement à 1 775,1 million \$ au premier trimestre de 2008, reflétant une baisse des activités de la catégorie Ensembles, partiellement compensée par une hausse des activités dans les catégories Services, Exploitation et entretien, et Investissements – concessions d'infrastructure.

Les revenus de la catégorie Services du premier trimestre de 2009 ont augmenté pour atteindre 559,8 millions \$, comparativement à 477,5 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2008, en raison d'un accroissement des activités dans les secteurs Mines et métallurgie, Infrastructures et environnement, et Énergie, partiellement contrebalancé par une baisse des activités principalement dans le secteur Produits chimiques et pétrole.

Les revenus de la catégorie Ensembles pour le premier trimestre de 2009 se sont établis à 566,8 millions \$, comparativement à 863,7 millions \$ pour le premier trimestre de 2008, reflétant principalement une baisse du volume d'activité des secteurs Produits chimiques et pétrole, et Mines et métallurgie, surtout à l'extérieur du Canada, et du secteur Énergie, principalement attribuable au quasi achèvement de certains projets d'envergure.

Les revenus de la catégorie Exploitation et entretien du premier trimestre de 2009 ont augmenté, pour s'établir à 409,4 millions \$, comparativement à 355,5 millions \$ au premier trimestre de 2008, en grande partie en raison de l'accroissement de volume de certains contrats en cours, principalement au Canada.

Les revenus de la catégorie Investissements – concessions d'infrastructure du premier trimestre de 2009 ont augmenté, s'établissant à 89,7 millions \$, comparativement à 78,4 millions \$ au premier trimestre de 2008.

5.2 – ANALYSE DE LA MARGE BRUTE

La marge brute, pour le premier trimestre de 2009, s'est chiffrée à 267,8 millions \$, comparativement à 240,7 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant principalement une contribution plus élevée en terme de marge brute dans les quatre catégories d'activité de la Société.

5.3 – ANALYSE DES FRAIS DE VENTE, GÉNÉRAUX ET ADMINISTRATIFS

Les frais de vente, généraux et administratifs se sont chiffrés à 137,0 millions \$ au premier trimestre de 2009, comparativement à 120,3 millions \$ pour la période correspondante de 2008. Cette hausse est attribuable à une augmentation des frais généraux et administratifs, combinée à des frais de proposition plus élevés.

5.4 – ANALYSE DES INTÉRÊTS (REVENUS) ET TAXES SUR LE CAPITAL

PREMIER TRIMESTRE TERMINÉ LE 31 MARS
(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)

	2009			2008		
	PROVENANT D'INVESTISSEMENTS DANS DES CONCESSIONS D'INFRASTRUCTURE	PROVENANT D'AUTRES ACTIVITÉS	TOTAL	PROVENANT D'INVESTISSEMENTS DANS DES CONCESSIONS D'INFRASTRUCTURE	PROVENANT D'AUTRES ACTIVITÉS	TOTAL
Revenus d'intérêts :	(0,6) \$	(2,0) \$	(2,6) \$	(1,1) \$	(8,3) \$	(9,4) \$
Intérêts sur la dette à long terme :						
Avec recours	–	2,0	2,0	–	2,1	2,1
Sans recours :						
AltaLink	13,1	–	13,1	14,5	–	14,5
Autoroute 407	12,1	–	12,1	13,1	–	13,1
Autres	2,4	–	2,4	0,2	0,4	0,6
Taxes sur le capital et autres	(0,7)	0,3	(0,4)	2,6	1,7	4,3
Intérêts (revenus) et taxes sur le capital	26,3 \$	0,3 \$	26,6 \$	29,3 \$	(4,1) \$	25,2 \$

Les frais d'intérêts et taxes sur le capital ont totalisé 26,6 millions \$ au premier trimestre de 2009, comparativement à 25,2 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les intérêts et taxes sur le capital sont analysés séparément pour ce qui est des montants provenant des investissements dans des concessions d'infrastructure et ceux provenant d'autres activités.

Les frais d'intérêts et taxes sur le capital provenant d'investissements dans des concessions d'infrastructure ont baissé au premier trimestre de 2009, s'établissant à 26,3 millions \$, contre 29,3 millions \$ pour la période correspondante de 2008, en raison principalement de la baisse des taxes sur le capital et autres, qui reflète principalement la quote-part de la Société dans un ajustement favorable de 0,9 million \$ de la juste valeur relatif à des billets à long terme non commandités par des banques détenus par l'Autoroute 407, par opposition à un ajustement défavorable de la juste valeur, à hauteur de 2,3 millions \$ survenue en 2008. La section 8 du présent document présente des renseignements supplémentaires sur les billets à long terme non commandités par des banques détenus par l'Autoroute 407.

Les frais d'intérêts et taxes sur le capital provenant des autres activités se sont établis à 0,3 million \$ au premier trimestre de 2009, comparativement à des revenus d'intérêts et taxes sur le capital de 4,1 millions \$ au premier trimestre de 2008, principalement en raison de la baisse des revenus d'intérêt suite à la baisse des taux de rendement effectifs et des soldes moyens de trésorerie en 2009.

5.5 – ANALYSE DES IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Les impôts sur les bénéfices se sont chiffrés à 24,7 millions \$ au premier trimestre de 2009, comparativement à 23,0 millions \$ au premier trimestre de 2008. Le taux d'imposition effectif du premier trimestre de 2009 se situe à un niveau comparable à celui du premier trimestre de 2008.

6 – CARNET DE COMMANDES

La Société divulgue son carnet de commandes, qui est une mesure financière non définie par les PCGR, pour ses **catégories d'activités**, soit : i) **Services**, ii) **Ensembles**, iii) **Exploitation et entretien**, et iv) **Investissements – concessions d'infrastructure**. Le carnet de commandes est un **indicateur prévisionnel des revenus anticipés** qui seront comptabilisés par la Société. Il est établi en fonction des **contrats octroyés** considérés comme des commandes **fermes** ainsi que sur une **période continue de 5 ans** dans le cas des revenus estimatifs récurrents des **Investissements – concessions d'infrastructure** comptabilisés selon la méthode de la **consolidation intégrale** ou **proportionnelle** lorsque la Société exerce le contrôle ou le contrôle conjoint, respectivement. Le carnet de commandes de la catégorie Investissements – concessions d'infrastructure est divulgué par la Société puisque les revenus futurs de ces concessions représentent l'une des catégories d'activité de la Société. Les revenus futurs des Investissements – concessions d'infrastructure comptabilisés à la valeur de consolidation ou à la valeur d'acquisition ne sont pas inclus dans le carnet de commandes, puisqu'ils représentent les prévisions de la Société quant à sa quote-part des résultats nets ou des dividendes et distributions. En ce qui a trait aux activités de la catégorie **Exploitation et entretien**, la Société **limite** le carnet de commandes à **la période dont l'échéance est la plus rapprochée** entre i) **la durée du contrat** et ii) **les 5 prochaines années**.

Le tableau suivant présente le détail du carnet de commandes de la Société par catégorie d'activité et par secteur d'activité.

GROUPE SNC-LAVALIN INC.

Premier trimestre de 2009

AU 31 MARS
(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)

2009

PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ	SERVICES	ENSEMBLES	EXPLOITATION ET ENTRETIEN	INVESTISSEMENTS – CONCESSIONS D'INFRASTRUCTURE	TOTAL
Services et Ensembles					
Infrastructures et environnement	710,9 \$	1 949,7 \$	– \$	– \$	2 660,6 \$
Produits chimiques et pétrole	177,1	542,5	–	–	719,6
Énergie	211,7	533,9	–	–	745,6
Mines et métallurgie	325,8	–	–	–	325,8
Autres secteurs	94,9	128,4	–	–	223,3
Exploitation et entretien	–	–	1 893,5	–	1 893,5
Investissements – concessions d'infrastructure	–	–	–	2 412,3	2 412,3
Total	1 520,4 \$	3 154,5 \$	1 893,5 \$	2 412,3 \$	8 980,7 \$

AU 31 DÉCEMBRE
(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)

2008

PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ	SERVICES	ENSEMBLES	EXPLOITATION ET ENTRETIEN	INVESTISSEMENTS – CONCESSIONS D'INFRASTRUCTURE	TOTAL
Services et Ensembles					
Infrastructures et environnement	676,8 \$	2 174,4 \$	– \$	– \$	2 851,2 \$
Produits chimiques et pétrole	179,5	647,9	–	–	827,4
Énergie	194,7	546,0	–	–	740,7
Mines et métallurgie	392,0	–	–	–	392,0
Autres secteurs	102,3	139,7	–	–	242,0
Exploitation et entretien	–	–	2 196,2	–	2 196,2
Investissements – concessions d'infrastructure	–	–	–	2 342,7	2 342,7
Total	1 545,3 \$	3 508,0 \$	2 196,2 \$	2 342,7 \$	9 592,2 \$

Au 31 mars 2009, le carnet de commandes se chiffrait à 8 980,7 millions \$, comparativement à 9 592,2 millions \$ au 31 décembre 2008, reflétant principalement une diminution dans les catégories Ensembles, et Exploitation et entretien.

6.1 – CARNET DE COMMANDES DE LA CATÉGORIE SERVICES

Le carnet de commandes de la catégorie Services se chiffrait à 1 520,4 millions \$ à la fin de mars 2009, un niveau comparable au carnet de commandes à la fin de décembre 2008. Ce carnet de commandes de la catégorie Services demeure solide et contribue aux perspectives favorables de la Société, étant donné que le ratio de marge brute de la catégorie Services est le plus élevé comparativement à ceux des catégories Ensembles, et Exploitation et entretien.

6.2 – CARNET DE COMMANDES DE LA CATÉGORIE ENSEMBLES

Le carnet de commandes de la catégorie Ensembles totalisait 3 154,5 millions \$ à la fin de mars 2009, comparativement à 3 508,0 millions \$ à la fin de décembre 2008, reflétant principalement les progrès continus de certains projets d'envergure des secteurs Infrastructures et environnement, et Produits chimiques et pétrole.

6.3 – CARNET DE COMMANDES DE LA CATÉGORIE EXPLOITATION ET ENTRETIEN

Le carnet de commandes de la catégorie Exploitation et entretien s'établissait à 1 893,5 millions \$ à la fin du premier trimestre de 2009, contre 2 196,2 millions \$ à la fin de décembre 2008, largement en raison de la fluctuation normale des échéances des contrats à long terme, principalement au Canada.

6.4 – CARNET DE COMMANDES DE LA CATÉGORIE INVESTISSEMENTS – CONCESSIONS D'INFRASTRUCTURE

Le carnet de commandes de la catégorie Investissements – concessions d'infrastructure s'élevait à 2 412,3 millions \$ à la fin du premier trimestre de 2009, contre 2 342,7 millions \$ au 31 décembre 2008. Le tableau ci-après présente le carnet de commandes de la Société dans la catégorie Investissements – concessions d'infrastructure, par principaux investissement, aux dates indiquées :

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	31 mars 2009	31 décembre 2008
AltaLink ⁽¹⁾	1 739,8 \$	1 685,2 \$
Autoroute 407 ⁽²⁾	573,1	558,4
Okanagan Lake Concession ⁽¹⁾	99,4	99,1
Total du carnet de commandes de la catégorie Investissements – concessions d'infrastructure	2 412,3 \$	2 342,7 \$

(1) Compte tenu de la consolidation intégrale d'AltaLink et d'Okanagan Lake Concession, le carnet de commandes lié à celles-ci au 31 mars 2009 et au 31 décembre 2008 représente la totalité de leurs revenus récurrents estimatifs pour les 5 prochaines années.

(2) Compte tenu de la consolidation proportionnelle de l'Autoroute 407, le carnet de commandes lié à celle-ci au 31 mars 2009 et au 31 décembre 2008 représente 16,77 % de ses revenus récurrents estimatifs pour les 5 prochaines années.

7 – RÉSULTATS D'EXPLOITATION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Les résultats de la Société sont évalués par secteur d'activité. Ces secteurs regroupent les activités connexes au sein de SNC-Lavalin, de la façon dont est évaluée la performance de la direction :

i) **Services et Ensembles**, qui se rapportent aux activités d'ingénierie et de construction, pour lesquelles la Société présente l'information de la façon dont est évaluée la performance de la direction en regroupant ses projets exécutés en fonction du type d'industrie, soit : **Infrastructures et environnement, Produits chimiques et pétrole, Énergie, Mines et métallurgie**, et **Autres secteurs**,
ii) **Exploitation et entretien**, et iii) **Investissements – concessions d'infrastructure**.

À l'exception du secteur Investissements – concessions d'infrastructure, la Société évalue le rendement des secteurs en utilisant le bénéfice d'exploitation déduction faite de l'intérêt imputé et des frais généraux et d'administration corporatifs. L'intérêt imputé est calculé sur la situation des soldes hors trésorerie du fonds de roulement et est attribué mensuellement aux secteurs au taux annuel de 10 %, donnant lieu à un coût ou à un revenu selon que les actifs à court terme excèdent les passifs à court terme du secteur ou vice-versa, tandis que les frais généraux et d'administration corporatifs sont répartis d'après la marge brute de ces secteurs. Les impôts sur les bénéfices ne sont pas imputés aux secteurs, sauf pour le secteur Investissements – concessions d'infrastructure.

SNC-Lavalin fait des investissements en capitaux propres dans des concessions d'infrastructure dans différents secteurs d'activité. Ces investissements sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilisation à la valeur d'acquisition, à la valeur de consolidation, selon la méthode de la consolidation proportionnelle ou selon la méthode de la consolidation intégrale, suivant que SNC-Lavalin exerce, ou non, une influence notable, un contrôle conjoint ou le contrôle. Ces investissements sont regroupés dans le secteur Investissements – concessions d'infrastructure, dont la performance est évaluée au moyen : i) des dividendes ou des distributions reçus pour les investissements comptabilisés à la valeur d'acquisition; ii) de la quote-part de SNC-Lavalin du bénéfice net de ses investissements comptabilisés à la valeur de consolidation; iii) de la quote-part de SNC-Lavalin du bénéfice net de ses investissements comptabilisés selon la méthode de la consolidation proportionnelle; et iv) du bénéfice net de ses investissements comptabilisés selon la méthode de la consolidation intégrale, moins la portion attribuable à la part des actionnaires sans

GROUPE SNC-LAVALIN INC.**Premier trimestre de 2009**

contrôle, selon leurs états financiers respectifs préparés conformément aux PCGR du Canada. Dans le cas d'investissements dans des infrastructures pour lesquels les impôts sur les bénéfices sont payables par les investisseurs, comme les investissements dans des sociétés en commandite au Canada, les impôts sur les bénéfices de la Société sont attribués selon le taux d'imposition de SNC-Lavalin pour de tels investissements. Par conséquent, le bénéfice d'exploitation du secteur Investissements – concessions d'infrastructure est présenté net des impôts sur les bénéfices et représente le bénéfice net de SNC-Lavalin provenant de ses investissements dans des concessions d'infrastructure.

Le tableau suivant présente les revenus et le bénéfice d'exploitation des secteurs d'activité de la Société :

PREMIER TRIMESTRE TERMINÉ LE 31 MARS
(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)

	2009		2008	
PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ	REVENUS	BÉNÉFICE (PERTE) D'EXPLOITATION	REVENUS	BÉNÉFICE D'EXPLOITATION
Services et Ensembles				
Infrastructures et environnement	405,1 \$	55,5 \$	349,0 \$	0,6 \$
Produits chimiques et pétrole	236,7	(10,0)	415,0	46,6
Énergie	212,8	14,4	273,7	21,1
Mines et métallurgie	199,4	26,2	211,3	14,2
Autres secteurs	72,6	7,4	92,2	7,2
Exploitation et entretien	409,4	10,4	355,5	10,6
Investissements – concessions d'infrastructure	89,7	4,4	78,4	0,4
Total	1 625,7 \$	108,3 \$	1 775,1 \$	100,7 \$

7.1 – INFRASTRUCTURES ET ENVIRONNEMENT

PREMIER TRIMESTRE TERMINÉ LE 31 MARS
(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)

	2009	2008
Revenus provenant du secteur Infrastructures et environnement		
Services	139,2 \$	100,7 \$
Ensembles	265,9	248,3
Total	405,1 \$	349,0 \$
Bénéfice d'exploitation provenant du secteur Infrastructures et environnement	55,5 \$	0,6 \$
Ratio du bénéfice d'exploitation sur les revenus provenant du secteur Infrastructures et environnement (%)	13,7 %	0,2 %

Les revenus du secteur Infrastructures et environnement se sont établis, au premier trimestre de 2009, à 405,1 millions \$, comparativement à 349,0 millions \$ au premier trimestre de 2008, reflétant une augmentation des activités dans les catégories Services et Ensembles.

Au premier trimestre de 2009, le bénéfice d'exploitation a augmenté pour atteindre 55,5 millions \$, contre 0,6 million \$ au premier trimestre de 2008, reflétant une hausse globale de la marge brute générée dans la catégorie Ensembles, surtout attribuable à une révision favorable des prévisions des coûts de certains projets d'envergure, combinée à une augmentation des activités dans la catégorie Services.

7.2 – PRODUITS CHIMIQUES ET PÉTROLE

PREMIER TRIMESTRE TERMINÉ LE 31 MARS
(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)

	2009	2008
Revenus provenant du secteur Produits chimiques et pétrole		
Services	104,5 \$	155,6 \$
Ensembles	132,2	259,4
Total	236,7 \$	415,0 \$
Bénéfice (perte) d'exploitation provenant du secteur Produits chimiques et pétrole	(10,0) \$	46,6 \$
Ratio du bénéfice (de la perte) d'exploitation sur les revenus provenant du secteur Produits chimiques et pétrole (%)	(4,2) %	11,2 %

Au premier trimestre de 2009, les revenus du secteur Produits chimiques et pétrole se sont établis à 236,7 millions \$, comparativement à 415,0 millions \$ au trimestre correspondant de 2008, reflétant une diminution générale d'activités à l'étranger et au Canada.

Au premier trimestre de 2009, la perte d'exploitation du secteur Produits chimiques et pétrole s'est établie à 10,0 millions \$, contre un bénéfice d'exploitation de 46,6 millions \$ au premier trimestre de 2008, essentiellement en raison d'une révision défavorable de la prévision des coûts d'un projet d'envergure de la catégorie Ensembles, combinée à un niveau globalement moins élevé du volume des activités des catégories Services et Ensembles.

7.3 – ÉNERGIE

PREMIER TRIMESTRE TERMINÉ LE 31 MARS
(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)

	2009	2008
Revenus provenant du secteur Énergie		
Services	72,1 \$	37,7 \$
Ensembles	140,7	236,0
Total	212,8 \$	273,7 \$
Bénéfice d'exploitation provenant du secteur Énergie	14,4 \$	21,1 \$
Ratio du bénéfice d'exploitation sur les revenus provenant du secteur Énergie (%)	6,8 %	7,7 %

Les revenus du secteur Énergie se sont chiffrés à 212,8 millions \$ au premier trimestre de 2009, comparativement à 273,7 millions \$ au premier trimestre de 2008, reflétant principalement le niveau moindre d'activité de certains projets d'envergure de la catégorie Ensembles qui sont presque terminés, réduction partiellement compensée par la hausse des activités de la catégorie Services, principalement à l'extérieur du Canada.

Le bénéfice d'exploitation s'est établi à 14,4 millions \$ au premier trimestre de 2009, comparativement à 21,1 millions \$ au premier trimestre de l'exercice précédent, en raison principalement d'une baisse des activités.

7.4 – MINES ET MÉTALLURGIE

PREMIER TRIMESTRE TERMINÉ LE 31 MARS
(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)

	2009	2008
Revenus provenant du secteur Mines et métallurgie		
Services	199,4 \$	131,6 \$
Ensembles	–	79,7
Total	199,4 \$	211,3 \$
Bénéfice d'exploitation provenant du secteur Mines et métallurgie	26,2 \$	14,2 \$
Ratio du bénéfice d'exploitation sur les revenus provenant du secteur Mines et métallurgie (%)	13,2 %	6,7 %

Les revenus du secteur Mines et métallurgie ont été, au premier trimestre de 2009, de 199,4 millions \$, contre 211,3 millions \$ pour la période correspondante de 2008, reflétant l'absence d'activités dans la catégorie Ensembles au premier trimestre de 2009, par opposition à des revenus de 79,7 millions \$ dans les Ensembles au cours du premier trimestre de 2008, effet partiellement compensé par une hausse des activités des Services, principalement à l'extérieur du Canada.

Le bénéfice d'exploitation a augmenté pour se chiffrer à 26,2 millions \$ au premier trimestre de 2009, comparativement à 14,2 millions \$ au trimestre correspondant de 2008, principalement en raison des contributions résultant d'une hausse des activités de la catégorie Services, partiellement contrebalancée par l'absence d'activités de la catégorie Ensembles au premier trimestre de 2009.

7.5 – AUTRES SECTEURS

PREMIER TRIMESTRE TERMINÉ LE 31 MARS
(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)

	2009	2008
Revenus provenant des Autres secteurs		
Services	44,5 \$	51,8 \$
Ensembles	28,1	40,4
Total	72,6 \$	92,2 \$
Bénéfice d'exploitation provenant des Autres secteurs	7,4 \$	7,2 \$
Ratio du bénéfice d'exploitation sur les revenus provenant des Autres secteurs (%)	10,2 %	7,8 %

Les Autres secteurs regroupent les activités de plusieurs domaines, à savoir les produits pharmaceutiques et la biotechnologie, l'agroalimentaire, l'acide sulfurique ainsi que les diverses installations industrielles.

Les revenus des Autres secteurs ont été de 72,6 millions \$ au premier trimestre de 2009, comparativement à 92,2 millions \$ au premier trimestre de 2008, reflétant une diminution du volume d'activité principalement attribuable à des projets de la catégorie Ensembles à l'extérieur du Canada, et à des activités de la catégorie Services au Canada.

Le bénéfice d'exploitation s'est établi à 7,4 millions \$ au premier trimestre de 2009, un niveau comparable à celui du premier trimestre de 2008.

7.6 – EXPLOITATION ET ENTRETIEN

PREMIER TRIMESTRE TERMINÉ LE 31 MARS
(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)

	2009	2008
Revenus provenant du secteur Exploitation et entretien	409,4 \$	355,5 \$
Bénéfice d'exploitation provenant du secteur Exploitation et entretien	10,4 \$	10,6 \$
Ratio du bénéfice d'exploitation sur les revenus provenant du secteur Exploitation et entretien (%)	2,5 %	3,0 %

Les revenus de la catégorie Exploitation et entretien du premier trimestre de 2009 ont augmenté, pour s'établir à 409,4 millions \$, comparativement à 355,5 millions \$ au premier trimestre de 2008, en grande partie en raison de l'accroissement de volume de certains contrats en cours, principalement au Canada.

Le bénéfice d'exploitation du premier trimestre de 2009 s'est chiffré à 10,4 millions \$, un niveau comparable à celui du premier trimestre de 2008, alors que la hausse de volume a été contrebalancée par une réduction du ratio de marge brute.

7.7 – INVESTISSEMENTS – CONCESSIONS D'INFRASTRUCTURE

SNC-Lavalin fait des investissements en capitaux propres dans des concessions d'infrastructure dans certains secteurs d'activité tels que les aéroports, les ponts, l'énergie, les réseaux de transport en commun, les routes et l'eau, qui sont regroupés dans le secteur Investissements – concessions d'infrastructure et décrits à la section 7.7 du rapport de gestion faisant partie du rapport annuel 2008 de la Société.

7.7.1 – VALEUR COMPTABLE NETTE DES INVESTISSEMENTS DANS DES CONCESSIONS D'INFRASTRUCTURE

Compte tenu de l'effet important des investissements dans des concessions d'infrastructure sur le bilan consolidé de la Société, celle-ci fournit, dans la note 3 de ses états financiers intermédiaires consolidés non vérifiés, des informations supplémentaires sur la valeur comptable nette de ses investissements dans des concessions d'infrastructure, selon la méthode de comptabilisation utilisée sur le bilan consolidé de SNC-Lavalin. La valeur comptable nette des investissements dans des concessions d'infrastructure de la Société s'établissait à 553,7 millions \$ au 31 mars 2009, contre 547,6 millions \$ au 31 décembre 2008. La Société, se fondant sur des évaluations financières, est d'avis que la juste valeur de ses investissements dans des concessions d'infrastructure est notablement supérieure à leur valeur comptable nette pour ces deux périodes.

La valeur comptable nette des investissements dans des concessions d'infrastructure inclut l'investissement dans l'Autoroute 407, qui est comptabilisé selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Conformément aux PCGR du Canada, la méthode de la consolidation

proportionnelle exige que le coentrepreneur constate sa quote-part du cumul des pertes de la coentreprise indépendamment de la valeur comptable de son investissement dans une telle coentreprise. Conséquemment, la valeur comptable nette de l'investissement de la Société dans l'Autoroute 407 a donné lieu à un solde net négatif de 44,5 millions \$ au 31 mars 2009, comparativement à un solde négatif de 37,9 millions \$ au 31 décembre 2008, lequel ne représente ni un passif ni quelque obligation future que ce soit pour SNC-Lavalin envers l'Autoroute 407 ou toute autre entité. Ce solde négatif résulte de la comptabilisation de la quote-part de SNC-Lavalin des pertes comptables cumulatives et des dividendes cumulatifs reçus de l'Autoroute 407. L'Autoroute 407 a enregistré un bénéfice net depuis 2006, tandis que des pertes comptables nettes avaient été enregistrées depuis ses débuts en 1999. La Société a reçu des dividendes de l'Autoroute 407 totalisant 8,0 millions \$ au premier trimestre de 2009, comparativement à 5,7 millions \$ au trimestre correspondant de 2008.

7.7.2 – RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU SECTEUR INVESTISSEMENTS – CONCESSIONS

D'INFRASTRUCTURE

PREMIER TRIMESTRE TERMINÉ LE 31 MARS
(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)

	2009	2008
Revenus provenant des investissements dans des concessions d'infrastructure	89,7 \$	78,4 \$
Bénéfice d'exploitation provenant des investissements dans des concessions d'infrastructure	4,4 \$	0,4 \$

Les investissements de la Société sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilisation à la valeur d'acquisition, à la valeur de consolidation, selon la méthode de la consolidation proportionnelle ou selon la méthode de la consolidation intégrale, suivant que SNC-Lavalin exerce, ou non, une influence notable, un contrôle conjoint ou le contrôle. La relation entre les revenus et le bénéfice d'exploitation peut ne pas être pertinente pour l'évaluation de la performance du secteur puisqu'une partie importante des investissements est comptabilisée selon la méthode de la comptabilisation à la valeur d'acquisition ou à la valeur de consolidation, méthodes qui ne reflètent pas les postes individuels des résultats financiers.

Le secteur Investissements – concessions d'infrastructure a généré un bénéfice d'exploitation de 4,4 millions \$ au premier trimestre de 2009, comparativement à 0,4 million \$ au premier trimestre de 2008. La hausse du bénéfice d'exploitation du secteur reflète

principalement la quote-part de la Société de la hausse du bénéfice net de l'Autoroute 407, résultant principalement de l'ajustement favorable de la juste valeur de billets à long terme non commandités par des banques, comparativement à un ajustement défavorable de la juste valeur survenue à la même période de 2008. La section 8 du présent rapport présente des renseignements supplémentaires sur l'ajustement de la juste valeur des billets à long terme non commandités par des banques détenus par l'Autoroute 407.

8 – LIQUIDITÉS ET RESSOURCES FINANCIÈRES

La présente section a été préparée afin de donner au lecteur une meilleure compréhension de la situation financière de la Société et a été structurée de la façon suivante :

- L'examen de la **position de trésorerie nette et des liquidités discrétionnaires** de la Société;
- **L'analyse des flux de trésorerie** qui explique comment la Société a généré et utilisé la trésorerie et les équivalents de trésorerie;
- L'évaluation du **rendement de l'avoir moyen des actionnaires (« RAMA »)** de la Société.

Au 31 mars 2009, l'Autoroute 407, qui est comptabilisée selon la méthode de la consolidation proportionnelle, détenait un montant en capital de 153,3 millions \$ en billets à long terme (31 décembre 2008 : 147,0 millions \$ en papier commercial adossé à des actifs, convertis en billets en 2009, et 6,3 millions \$ en billets non commandités par des banques, appelés collectivement « Billets » en 2009). Le marché des Billets n'est pas liquide et, par conséquent, ils ont été réévalués au moyen des meilleures données disponibles sur le marché, ce qui a donné lieu à une valeur comptable de 91,5 millions \$ au 31 mars 2009 (31 décembre 2008 : 92,0 millions \$). La réduction de la valeur comptable au cours du premier trimestre de 2009 provient principalement de l'encaissement de 5,7 millions \$ d'intérêts courus, partiellement contrebalancé par un ajustement favorable de la juste valeur de 5,2 millions \$. La quote-part de SNC-Lavalin de la valeur comptable révisée des Billets détenus par l'Autoroute 407 représentait environ 15,3 millions \$ au 31 mars 2009 (31 décembre 2008 : 15,4 millions \$) et est présentée à la rubrique « Autres éléments d'actif à long terme ». Bien qu'il existe certaines incertitudes quant au montant et au calendrier des flux de trésorerie liés à ces Billets,

ces derniers n'auront pas d'incidence importante sur la situation financière de SNC-Lavalin. Sur une base consolidée, SNC-Lavalin n'a aucun autre investissement, direct ou indirect, dans de tels Billets.

Puisque la quote-part de SNC-Lavalin de la valeur comptable des Billets détenus par l'Autoroute 407 n'est pas incluse dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie de 872,3 millions \$ de la Société, elle est exclue des commentaires et de l'analyse qui suivent sur la position de trésorerie nette, les liquidités discrétionnaires et les flux de trésorerie de la Société.

8.1 – POSITION DE TRÉSORERIE NETTE ET LIQUIDITÉS DISCRÉTIONNAIRES

8.1.1 – POSITION DE TRÉSORERIE NETTE

Tel qu'il est mentionné à la section 2.6 du rapport de gestion inclus dans le rapport annuel 2008 de la Société, le maintien d'un bilan solide avec une position de trésorerie nette suffisante pour réaliser ses projets d'exploitation, d'investissement et de financement constitue un objectif financier clé.

La position de trésorerie nette de SNC-Lavalin, qui est une mesure financière non définie par les PCGR, exclut de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie sa dette avec recours et la trésorerie et les équivalents de trésorerie provenant d'investissements dans des concessions d'infrastructure. Elle se présentait comme suit aux dates indiquées :

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	31 mars 2009	31 décembre 2008
Trésorerie et équivalents de trésorerie	872,3 \$	988,2 \$
Moins :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie provenant d'investissements dans des concessions d'infrastructure ⁽¹⁾	40,1	28,9
Dette à long terme avec recours	104,7	104,7
Position de trésorerie nette	727,5 \$	854,6 \$

(1) Investissements dans des concessions d'infrastructure comptabilisés selon la méthode de la consolidation intégrale ou proportionnelle.

Au 31 mars 2009, la position de trésorerie nette s'élevait à 727,5 millions \$, comparativement à 854,6 millions \$ au 31 décembre 2008, en raison surtout de la variation nette des soldes hors trésorerie du fonds de roulement, combinée aux paiements versés au titre des investissements dans

des concessions d'infrastructure, partiellement compensés par les liquidités générées par les activités d'exploitation avant la variation nette des soldes hors trésorerie du fonds de roulement.

8.1.2 – LIQUIDITÉS DISCRÉTIONNAIRES

La Société estime ses liquidités discrétionnaires, qui sont une mesure financière non définie par les PCGR correspondant au montant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie non affecté à des activités ni à des investissements dans le secteur Investissements – concessions d'infrastructure. Par conséquent, les liquidités discrétionnaires sont calculées au moyen de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, exclusion faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie provenant d'Investissements – concessions d'infrastructure comptabilisés selon la méthode de la consolidation intégrale ou proportionnelle à la fin de la période, ajustés en fonction des besoins de trésorerie estimatifs pour terminer les projets existants et des encaissements nets prévus à l'achèvement des projets d'envergure en cours, et déduction faite des engagements restants à l'égard d'Investissements – concessions d'infrastructure.

Les **liquidités discrétionnaires se sont établies à environ 550 millions \$ au 31 mars 2009**, comparativement à environ 600 millions \$ au 31 décembre 2008, en raison surtout des Investissements – concessions d'infrastructure. Les liquidités discrétionnaires de la Société sont disponibles pour acquérir des entreprises d'ingénierie et effectuer des investissements sélectifs dans des concessions d'infrastructure.

8.2 – ANALYSE DES FLUX DE TRÉSORERIE

TRIMESTRE TERMINÉ LE 31 MARS
(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)

	2009	2008
Flux de trésorerie générés par (utilisés pour) :		
Activités d'exploitation	(39,1) \$	58,2 \$
Activités d'investissement	(161,3)	(76,7)
Activités de financement	87,8	(40,4)
Gain (perte) sur conversion de devise étrangère sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie détenus dans des établissements étrangers intégrés	(3,3)	7,2
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(115,9)	(51,7)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	988,2	1 088,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	872,3 \$	1 036,9 \$

La trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisaient 872,3 millions \$ au 31 mars 2009, comparativement à 988,2 millions \$ au 31 décembre 2008.

8.2.1 – FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Les liquidités utilisées dans le cadre des activités d'exploitation se sont établies à 39,1 millions \$ au premier trimestre de 2009, comparativement à des liquidités de 58,2 millions \$ générées par les activités d'exploitation au premier trimestre de 2008, principalement pour les raisons suivantes :

- La trésorerie utilisée par la variation nette des soldes hors trésorerie du fonds de roulement de 174,5 millions \$ au premier trimestre de 2009, comparativement à 61,8 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Cette variation des soldes hors trésorerie du fonds de roulement a été partiellement compensée par un bénéfice net de 77,5 millions \$ au premier trimestre de 2009, comparativement à 70,8 millions \$ au premier trimestre de 2008.

8.2.2 – FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les liquidités utilisées pour les activités d'investissement se sont élevées à 161,3 millions \$ au premier trimestre de 2009, comparativement à 76,7 millions \$ au premier trimestre de 2008. Les principales activités d'investissement ont porté sur les éléments suivants :

- L'encaisse affectée a augmenté de 65,9 millions \$ au premier trimestre de 2009, reflétant principalement la quote-part de la Société du produit du refinancement anticipé d'une obligation de l'Autoroute 407, qui sera remboursée à maturité le 20 avril 2009, comparativement à une baisse de 6,6 millions \$ au trimestre correspondant de 2008.
- L'acquisition d'immobilisations corporelles provenant d'investissements dans des concessions d'infrastructure comptabilisés selon la méthode de la consolidation intégrale et proportionnelle, pour un décaissement total d'environ 44,1 millions \$ au premier trimestre de 2009, comparativement à 49,7 millions \$ au trimestre correspondant de 2008, principalement attribuables, dans les deux cas, à AltaLink.
- Les paiements dans des investissements dans des concessions d'infrastructure pour un total de 32,2 millions \$ au premier trimestre de 2009, comparativement à 2,6 millions \$ au premier trimestre de 2008, reflétant surtout les paiements faits au titre de l'investissement dans Ambatovy.
- L'acquisition d'immobilisations corporelles dans le cadre des activités des catégories Services, Ensembles, et Exploitation et entretien pour un décaissement total de 8,6 millions \$ au premier trimestre de 2009, comparativement à 8,3 millions \$ au trimestre correspondant de 2008.

8.2.3 – FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les liquidités générées par des activités de financement se sont élevées à 87,8 millions \$ au premier trimestre de 2009, comparativement à des liquidités utilisées par les activités de financement, totalisant 40,4 millions \$ au premier trimestre de 2008. Les principales activités de financement ont été les suivantes :

- L'augmentation de la dette à long terme sans recours provenant des investissements dans des concessions d'infrastructure qui a totalisé 93,0 millions \$ au premier trimestre de 2009, comparativement à 92,2 millions \$ pour la période correspondante de 2008, alors que le remboursement de la dette à long terme sans recours provenant des investissements dans

des concessions d'infrastructure s'élevait à 1,1 million \$ au premier trimestre de 2009, comparativement à 88,3 millions \$ pour la période correspondante de 2008.

- Il n'y a pas eu de remboursement de la dette à long terme sans recours provenant des autres activités au premier trimestre de 2009, comparativement à un remboursement de 25,8 millions \$ pour la période correspondante de 2008, découlant surtout du remboursement du solde restant de l'hypothèque de la Société, d'environ 25 millions \$, pour son siège social qui est situé à Montréal.
- En vertu de son offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités, la Société a racheté 98 900 actions au cours du premier trimestre de 2009 et 167 000 actions au cours du premier trimestre de 2008, pour des contreparties totales en espèces de 3,5 millions \$ et de 7,1 millions \$, respectivement.
- L'émission d'actions suivant la levée d'options sur actions a généré des liquidités de 1,5 million \$ au premier trimestre de 2009 (91 100 options sur actions à un prix moyen de 16,68 \$), comparativement à 2,4 millions \$ au premier trimestre de 2008 (90 700 options sur actions à un prix moyen de 26,42 \$). Au 29 avril 2009, 5 197 587 options sur actions étaient en cours. À la même date, le nombre d'actions émises et en circulation était de 151 038 593.
- Pendant le premier trimestre de 2009 et le premier trimestre de 2008, la Société a déclaré des dividendes, respectivement, de 22,6 millions \$ et de 18,1 millions \$, versés dans les deux cas pendant le deuxième trimestre. Ainsi, il n'y a pas eu de décaissement pour le paiement de dividendes aux premiers trimestres de 2009 et de 2008.

8.3 – RENDEMENT DE L'AVOIR MOYEN DES ACTIONNAIRES (« RAMA »)

Le RAMA, qui est une mesure financière non définie par les PCGR, est un indicateur clé utilisé pour mesurer le rendement des capitaux propres de la Société. Le RAMA, tel qu'il est calculé par la Société, correspond au bénéfice après impôts des 12 derniers mois divisé par l'avoir moyen des actionnaires sur 13 mois, excluant le « Cumul des autres éléments du résultat étendu ». Tel qu'il est mentionné à la section 2.6 du rapport de gestion inclus dans le rapport annuel 2008 de la Société, la

réalisation d'un RAMA au moins égal au rendement des obligations à long terme du Canada plus 600 points de base est un objectif financier clé de la Société.

Le RAMA a été de 28,2 % pour la période de 12 mois terminée le 31 mars 2009, comparativement à 25,8 % pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui est nettement supérieur à l'objectif de la Société consistant à dépasser par au moins 600 points de base le rendement des obligations à long terme du Canada pour la période, pour un total de 9,9 %.

8.4 – INSTRUMENTS FINANCIERS

La nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers, et la gestion connexe de ces risques, sont décrites à la note 20 des états financiers annuels consolidés vérifiés de la Société. Au premier trimestre de 2009, il n'est survenu aucune modification importante à la nature des risques découlant des instruments financiers, de la gestion connexe des risques et de la classification des instruments financiers. De plus, il n'y a pas eu de changement à la méthodologie utilisée pour déterminer la juste valeur des instruments financiers mesurés à la juste valeur au bilan consolidé de la Société.

9 – CONVENTIONS COMPTABLES ET MODIFICATIONS

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Société ont été dressés conformément aux PCGR du Canada et sont fondés sur les mêmes conventions et méthodes comptables que celles utilisées pour la préparation des états financiers consolidés annuels vérifiés de 2008 de la Société, sauf pour les points décrits ci-après. Voir la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés de 2008 de la Société pour plus d'information sur les principales conventions comptables utilisées dans la préparation des états financiers.

Les hypothèses clés et la base des estimations de la direction en vertu des PCGR, ainsi que leur incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires et les notes afférentes, demeurent essentiellement inchangées par rapport à celles décrites dans le rapport annuel 2008 de la Société.

9.1 – MODIFICATIONS RÉCENTES AUX CONVENTIONS COMPTABLES

ÉCARTS D'ACQUISITION ET ACTIFS INCORPORELS

En février 2008, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA ») a publié le chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », qui établit des normes en matière de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels. Ce nouveau chapitre remplace le chapitre 3062, intitulé « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels », et le chapitre 3450, intitulé « Frais de recherche et de développement ». Parallèlement, le CPN-27, intitulé « Produits et charges au cours de la période de pré-exploitation », a été abrogé, alors que la note d'orientation concernant la comptabilité n° 11, intitulée « Entreprises en phase de démarrage », et le chapitre 1000, intitulé « Fondements conceptuels des états financiers », ont été modifiés. Ces nouvelles normes sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2009 pour SNC-Lavalin et se devaient d'être appliquées de manière rétrospective avec retraitement des chiffres comparatifs.

L'adoption de ces nouvelles normes comptables a donné lieu à un ajustement transitoire, qui a réduit le solde des bénéfices non répartis de 5,9 millions \$ au 1^{er} janvier 2008. Ce montant correspond à l'effet cumulatif sur le bénéfice net de la Société jusqu'à cette date de l'application des nouvelles normes. L'ajustement transitoire a également donné lieu aux modifications suivantes au bilan consolidé comparatif de la Société à la même date : i) une diminution de 6,7 millions \$ des investissements dans des concessions d'infrastructure comptabilisés à la valeur de consolidation; ii) une diminution de 0,7 million \$ des autres éléments d'actifs à long-terme; et iii) une augmentation de 1,5 million \$ des actifs d'impôts futurs à long terme. Ces ajustements proviennent principalement de charges de pré-exploitation engagées et capitalisées par des investissements dans des concessions d'infrastructure, qui ne sont plus capitalisées en vertu des nouvelles normes. L'adoption des nouvelles normes comptables n'a pas eu d'impact sur le bénéfice net consolidé de 2008 de la Société et, conséquemment, les ajustements transitoires ont été limités à ceux décrits ci-dessus.

ACTIVITÉS À TARIFS RÉGLEMENTÉS

Le 1^{er} janvier 2009, le retrait de l'exemption temporaire accordée aux entités assujetties à une réglementation des tarifs en ce qui concerne l'application du chapitre 1100 du *Manuel de l'ICCA*,

intitulé « Principes comptables généralement reconnus », est entré en vigueur. Cette exemption temporaire permettait aux entités assujetties à une réglementation des tarifs d'appliquer les pratiques sectorielles comme source première des PCGR canadiens. Par conséquent, sur la base de pratiques sectorielles, AltaLink a enregistré les sommes reçues pour les frais futurs de retrait d'une immobilisation et de restauration des lieux en déduction de la valeur des immobilisations corporelles. Le retrait de l'exemption temporaire du chapitre 1100 exige qu'AltaLink présente ces sommes reçues à titre de passif, un tel changement devant être appliqué prospectivement. Ainsi, le retrait de l'exemption temporaire a fait en sorte qu'un montant de 145,4 millions \$ a augmenté le solde des immobilisations corporelles, avec une augmentation correspondante au solde des autres éléments de passif à long terme au 1^{er} janvier 2009. Cette modification comptable n'a pas eu d'incidence sur le bénéfice net consolidé de 2008 de SNC-Lavalin.

9.2 MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

ADOPTION DES NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE (« IFRS ») AU CANADA

Pendant le trimestre ayant pris fin le 31 mars 2009, la Société a continué d'évaluer les effets que pourront avoir sur ses états financiers consolidés les différences comptables prévues. Il n'est survenu aucun changement marquant pendant la période terminée le 31 mars 2009 quant au plan de mise en œuvre de la Société. La section 10 du rapport annuel 2008 de la Société, au rapport de gestion, contient des détails et des renseignements supplémentaires sur le plan de mise en œuvre des IFRS au sein de la Société.

10 – RISQUES ET INCERTITUDES

Les risques et incertitudes, ainsi que les pratiques de gestion des risques, sont décrits à la section 11 du rapport de gestion inclus dans le rapport annuel 2008 de la Société. Il n'y a eu de changements importants ni aux risques et incertitudes, ni aux pratiques de gestion des risques, au cours du premier trimestre de 2009.

11 – INFORMATIONS TRIMESTRIELLES

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, À MOINS D'INDICATION CONTRAIRE)

	2009	2008				2007			
	PREMIER TRIMESTRE	QUATRIÈME TRIMESTRE	TROISIÈME TRIMESTRE	DEUXIÈME TRIMESTRE	PREMIER TRIMESTRE	QUATRIÈME TRIMESTRE	TROISIÈME TRIMESTRE	DEUXIÈME TRIMESTRE	
Revenus	1 625,7 \$	1 943,9 \$	1 685,4 \$	1 702,5 \$	1 775,1 \$	1 991,4 \$	1 785,3 \$	1 686,6 \$	
Bénéfice net	77,5 \$	75,0 \$	91,3 \$	75,4 \$	70,8 \$	68,1 \$	63,2 \$	40,2 \$	
Bénéfice de base par action (\$)	0,51 \$	0,50 \$	0,61 \$	0,50 \$	0,47 \$	0,45 \$	0,42 \$	0,27 \$	
Bénéfice dilué par action (\$)	0,51 \$	0,49 \$	0,60 \$	0,49 \$	0,47 \$	0,45 \$	0,41 \$	0,26 \$	
Dividende déclaré par action (\$)	0,15 \$	0,15 \$	0,12 \$	0,12 \$	0,12 \$	0,12 \$	0,09 \$	0,09 \$	

Comme l'explique en détails la section 9.1, Conventions comptables et modifications récentes, du présent document, la Société a adopté les nouvelles recommandations de l'ICCA en matière d'écarts d'acquisition et d'actifs incorporels le 1^{er} janvier 2009. L'adoption des nouvelles normes comptables s'est faite rétroactivement avec retraitement des chiffres comparatifs. Cela n'a pas eu de répercussions sur les chiffres de 2008, tandis que l'impact total sur le bénéfice net des trois derniers trimestres de 2007 a été une réduction de 1,5 million \$. Les renseignements trimestriels présentés ci-dessus ont été retraités en conséquence.

12 – CONTRÔLES ET PROCÉDURES

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction de SNC-Lavalin, sous la supervision du président et chef de la direction et du vice-président directeur et chef des affaires financières, a conçu un contrôle interne à l'égard de l'information financière en vue de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis conformément aux PCGR de la Société. Au 31 mars 2009, il n'y a eu aucun changement concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur ce contrôle interne à l'égard de l'information financière.

13 – INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Il est possible de consulter l'information financière trimestrielle et annuelle de la Société, sa notice annuelle ainsi que d'autres documents financiers sur son site Web (www.snclavalin.com) et sur SEDAR (www.sedar.com).